

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPENNES

DIRECTION DES ARCHIVES

Centre des Archives diplomatiques de La Courneuve

Collection des PAPIERS 1940

Papiers Léger

FRMAE 411QO

Répertoire numérique détaillé

Paris, 1990 ; La Courneuve, février 2012

PAPIERS LÉGER

Alexis Léger :

Il suffira ici de retracer les grandes lignes de la carrière diplomatique d'Alexis Léger, nécessaires à l'intelligence du fonds, sans aborder son rôle proprement politique, encore moins l'activité littéraire du prix Nobel de 1960, bien connue par ailleurs. Pour plus de précisions dans ces domaines, le lecteur se reportera à l'édition de ses *Œuvres complètes* dans la Bibliothèque de la Pléiade, sous son pseudonyme de Saint-John Perse (Gallimard, 1972). Il y trouvera une bibliographie sur sa vie et œuvre.

Né le 31 mai 1889, Alexis Léger entre au Ministère des Affaires étrangères en 1914. Il passe d'abord deux années à Paris, attaché à la direction politique et commerciale (presse et information), puis cinq années en Chine comme deuxième secrétaire (16 novembre 1916), puis consul de deuxième classe (28 juillet 1921) à Pékin.

Il participe en novembre 1921 à la conférence de Washington sur la limitation des armements, comme expert pour les questions politiques, s'y attache à Aristide Briand, alors président, et devient successivement secrétaire de deuxième classe (9 décembre 1921) et sous-chef de bureau à la direction politique et commerciale (31 décembre 1921), chef de bureau à la sous-direction d'Asie (31 octobre 1924), secrétaire de première classe (21 novembre 1924). Son importance s'affirme lorsqu'il est délégué dans les fonctions de chef de cabinet, le 20 avril 1925 : il travaille désormais, et pour plusieurs années, dans l'ombre de Briand, ministre des Affaires étrangères. Conseiller d'ambassade (31 décembre 1925), ministre plénipotentiaire de deuxième classe (23 avril 1927), directeur à la direction des Affaires politiques et commerciales (10 décembre 1929), il est nommé ministre plénipotentiaire de première classe le 25 octobre 1930; Paul-Boncour fait appel à lui, le 28 février 1933, pour occuper les fonctions de secrétaire général des Affaires étrangères, en remplacement de Philippe Berthelot. C'est le couronnement d'une carrière particulièrement rapide et brillante.

À ce poste éminent, Alexis Léger exerce sur la politique extérieure de la France, pendant sept ans, une influence indéniable, bien que discrète, diversement appréciée et souvent difficile à mesurer dans le détail. Paul Reynaud l'en écarte brutalement le 17 mai 1940. Ayant refusé l'ambassade de Washington, Léger est mis en disponibilité le 20 mai. Sa vie publique prend fin à cette date.

La défaite le surprend à Arcachon. Il se rend aussitôt à Londres où il séjourne quelque temps, gagne les États-Unis par le Canada, débarque à New York le 14 juillet 1940. Il y vivra désormais sans vouloir sortir de sa retraite politique, travaillant comme bibliothécaire à la Bibliothèque du Congrès.

La loi du 23 juillet 1940, frappant d'indignité les Français ayant quitté le territoire national entre le 10 mai et le 30 juin précédents, le concernait au premier chef. Le 29 octobre 1940, le gouvernement de Vichy prit, en application de cette loi, un décret qui lui retirait la nationalité française, le radiait de la Légion d'honneur et confisquait ses biens. La nationalité française lui fut rendue le 4 mars 1946. Il se trouva à cette date placé en disponibilité professionnelle, comptée à partir du 1^{er} septembre 1944. Alexis Léger n'en continua pas moins de demeurer à New York, à l'exception de courts séjours dans le Midi de la France. Il mourut en 1975.

Composition du fonds :

Les Papiers Léger, inventoriés ci-dessous, forment un petit fonds d'un carton qui n'éclaire que la partie officielle de la vie de Léger, et qu'une faible partie de celle-ci. Ils ne représentent, très vraisemblablement, qu'une fraction des anciens dossiers d'Alexis Léger. Il ne s'agit pas d'un ensemble homogène, mais de deux, dont la juxtaposition actuelle est de pure commodité : les « Scellés de juillet 1941 » et les « Lettres particulières ».

a. Les « Scellés de juillet 1941 ».

Cette première partie se compose de documents saisis par ordre du gouvernement de Vichy, en application du décret du 29 octobre 1940 portant que Léger était déchu de la nationalité française et ses biens confisqués.

Cette saisie a eu lieu avant juillet 1941. Les circonstances n'en sont pas connues par le fonds qui permet, cependant, de savoir que les documents furent adressés à l'amiral de la Flotte, vice-président

du Conseil, ministre secrétaire d'État aux Affaires étrangères, conformément aux instructions contenues dans une dépêche du 10 juin, et remises aux Archives du Département. Ils furent aussitôt inventoriés par le directeur des Domaines séquestrés, liquidateur des biens de Léger, en présence du commissaire en chef de la Marine Fatou, chef de cabinet de Darlan. L'inventaire dressé à cette occasion a été conservé dans le fonds. C'est un document pièce à pièce, dactylographié et authentifié. Il porte la date du 10 juillet 1941.

Dès lors, déposés aux Archives, les papiers y restent jusqu'à la fin de la guerre. Après celle-ci, Léger, réhabilité, exprime le désir d'en recouvrer la possession. Recherchés à la direction des Domaines avec ceux de l'amiral Darlan, ils sont demandés par les Domaines à Amédée Outrey, directeur des Archives du Département. Un exemplaire de l'inventaire est alors envoyé par le directeur des Domaines à Alexis Léger par l'intermédiaire d'Abel Dormoy, mais il ne paraît pas que les papiers eux-mêmes aient quitté les Archives, peut-être en raison de leur caractère de papiers d'État.

Vers la même date, 1946, M. de Miramon, conservateur d'archives, reprend l'inventaire dressé lors de la saisie.

Grâce à ce dernier, nous pouvons être assurés que la composition des « Scellés » n'a pas changé depuis cette date. Ils se composent d'une trentaine de dossiers consacrés aux relations politiques internationales de 1927 à 1931, aux relations franco-allemandes de 1924 à 1933, à diverses questions mineures pendant la même période (négociations avec la Russie, la Chine, le Japon, Mandat français en Syrie, et quelques questions de politique intérieure). Tous ces dossiers se rapportent sans équivoque aux fonctions et aux préoccupations d'Alexis Léger. Ils forment toutefois un ensemble réduit et un peu disparate, ce qui amène à se demander quelle proportion ils représentent des dossiers de travail constitués par Léger, et si leur agencement actuel est d'origine, ou dû à l'inventaire de juillet 1941.

On ne sait rien des dossiers de Léger avant son départ pour les États-Unis, fort peu de choses, on l'a vu, des circonstances de la saisie. Où celle-ci a-t-elle eu lieu ? Est-ce au ministère ? Mais les circonstances de la défaite et de l'occupation s'y opposent. Est-ce au domicile parisien de Léger, rue Camoëns ? Cette hypothèse peut d'emblée être écartée, car l'appartement de la rue Camoëns fut fouillé par les Allemands dès leur entrée à Paris, avant, donc, toute intervention du gouvernement de Vichy. Ils y auraient détruit des manuscrits littéraires (1), mais c'est assurément des écrits politiques qu'ils recherchaient; s'ils en ont trouvé, ils ne les ont pas laissés ni remis à Vichy sans quelques traces. Reste sa maison d'Arcachon. En tout état de cause, il faudrait que Léger y ait démenagé ces dossiers qui ne pouvaient pas y être en temps normal. En ce cas, pourquoi, à tant faire, ne les a-t-il pas emportés encore plus loin avec lui ?

N'en a-t-il pas distrait une partie pour la garder sur lui ? En quelque endroit qu'on les ait trouvés, puisque ce ne pouvait être le lieu de travail ordinaire de Léger où celui-ci les a rassemblés, on est conduit à supposer que les dossiers que l'on conserve ne représentent qu'une partie d'un fonds plus étendu, éventuellement plus cohérent; qu'ils représentent la fraction que Léger a jugée suffisamment précieuse pour l'emporter avec lui lors de son départ de Paris, mais pas assez pour lui faire quitter la France lors de son départ à Londres, ou pour la détruire.

En l'absence d'autres indications, l'examen du fonds peut éclaircir certains points.

Les dossiers sont individuellement cohérents, à peu d'exceptions près que l'on verra plus loin. Leur titre est pertinent et leurs chemises, autant qu'on peut en juger, d'origine, c'est-à-dire antérieure à la saisie. Seule la numérotation des pièces à l'intérieur de chaque dossier est évidemment due aux inventorieurs. L'ordre de classement des différents dossiers dans le fonds est moins satisfaisant. Il y a, certes, un effort manifeste de regroupement des dossiers en séries plus étendues (Chine, Allemagne), et la répartition générale (relations internationales, relations bilatérales, problèmes de détail) obéit à une logique. Cependant, on trouve au centre de cet ensemble des dossiers qui ne se rattachent à rien : notes de la direction politique pour une date donnée, collections chronologiques de télégrammes, documentation diverse. Ceci donne à penser que ce qu'il y a de logique dans le classement est

(1) D'après l'introduction aux *Œuvres complètes* de Saint-John Perse, *op. cit.*

antérieur à la saisie, et que les responsables de l'inventaire se sont bornés à enregistrer l'état du fonds, sans reclassement.

Si cette conclusion est valable, Léger a tenu des dossiers avec soin et régularité, peut-être même selon un plan d'ensemble. C'est un argument en faveur de l'hypothèse selon laquelle seule une partie nous en serait parvenue. Ils comprenaient des séries par affaires et par pays, dont on ne peut savoir, au moins pour l'instant, quelle proportion s'est conservée. À côté de ces dossiers, on trouvait des collections chronologiques, très vraisemblablement plus amples que celles qui existent actuellement.

Une remarque s'impose, quant à la nature même des dossiers : il ne s'agit, aujourd'hui en tout cas, presque jamais de correspondances ou de dossiers d'affaires nourris au jour le jour, mais plutôt de pseudo-dossiers récapitulatifs, voire, dans certains cas, de documentation rassemblée *a posteriori*. Ce qui peut signifier qu'ils ont été expurgés.

Ces papiers concernent presque uniquement la période qui précède la nomination de Léger comme secrétaire général. De son activité de secrétaire, seuls témoignent les chronos de télégrammes et un très court dossier sur la politique allemande; encore n'existent-ils que pour une durée très limitée. Les documents sont abondants, au contraire, pour la période 1925-1931, où Léger fut successivement chef de cabinet de Briand et directeur des Affaires politiques et commerciales. On peut encore noter que les dossiers concernant la Chine remontent à 1924, date de son installation comme chef de bureau à la direction d'Asie, pour un an, et ne se poursuivent pas au delà de 1928-1929; que la plupart des dossiers semblent, au contraire, se rapporter à sa nomination comme directeur des Affaires politiques et commerciales, en décembre 1929.

Peut-être est-il hardi de tirer des conclusions de l'existence ou de l'absence de dossiers, dans l'ignorance où on est, *a priori*, des circonstances de la constitution du fonds. Même pour ces dates, rien ne force à croire que les dossiers conservés aient été les seuls originellement existants, ou qu'ils soient complets. Cependant, il est frappant de constater la cohérence des dossiers que l'on possède, pour cette période limitée 1925-1931; on est tenté de supposer qu'il n'y a pas eu de pertes très importantes dans cet ensemble, et que l'on possède une trace assez fidèle du champ d'activité de Léger pendant les années vingt, même si ces dossiers sont un peu impersonnels.

Quant à sa période de plus grande influence au Quai d'Orsay, qui débute en 1933, il suffit de dire qu'il faudra chercher ailleurs qu'ici des renseignements sur elle.

Traitement des « Scellés » :

Sur un fonds déjà inventorié à date ancienne, l'intervention devait être très limitée. L'inventaire ancien est un instrument de travail excellent. M. de Miramon l'a repris en 1946, y a relevé plusieurs oublis, dont celui d'un dossier entier, et a rendu plus précises quelques analyses. On a supprimé quelques doubles, constitué des volumes et modifié l'inventaire en conséquence.

Par ailleurs, on a réservé quelques dossiers administratifs compris dans le fonds, et de nature à porter atteinte à la vie privée des personnes et de leurs descendants : s'agissant de questions de personnel contentieuses, portées devant le secrétaire général, ou d'enquêtes présentant un caractère à la fois politique et privé, il paraît très justifié de leur appliquer le traitement des dossiers individuels de personnel, soit la réservation à cent vingt ans après la naissance de l'intéressé.

L'inventaire ancien, pièce authentifiée dont les corrections manuscrites sont, elles aussi, datées et signées, reste un document administratif, même à présent qu'il est remplacé par une copie mise à jour. Il y avait intérêt à ce qu'il ne soit pas éloigné du fonds : il y a été englobé, à une place à part (n° 1), avec quelques pièces postérieures à la guerre relatives au traitement du fonds. Toutefois, comme il porte l'analyse détaillée de documents dont la communication est réservée, il a, lui aussi, été réservé.

b. « Lettres particulières »

La deuxième partie des Papiers Léger se compose de dossiers de correspondance reçue par celui-ci. Dites « Lettres particulières » pour les distinguer des dépêches officielles, celles-ci conservent un ton et un caractère privé, parfois de confiance; mais, provenant de personnalités dont la plupart sont des agents du Département en poste à l'étranger, elles n'en portent pas moins sur des sujets purement politiques.

Étienne de Croüy-Chanel, secrétaire particulier de Léger de 1933 à 1940, est à l'origine de ce fonds qu'il a, semble-t-il, constitué et tenu sous les ordres de Léger mais sans intervention directe de celui-ci; le fonds concerne donc la période pour laquelle les « Scellés » sont déficients. Conservés au Secrétariat général, les documents furent communiqués à une date non précisée à Charvériat, comme l'indique une note manuscrite sur une chemise; ils furent directement versés dans les Papiers 1940 après-guerre, dans des conditions que l'on ignore. Il semble qu'ils aient été aussitôt rangés avec les précédents, en partie à cause de leur faible volume.

Contrairement aux « Scellés », les lettres particulières n'ont pas fait l'objet d'un inventaire ancien, et elles présentent une structure simple et satisfaisante : la correspondance est groupée par pays d'expédition, ce qui disperse les lettres des correspondants ayant occupé plusieurs postes. Quelques dossiers supplémentaires (SDN, députés, etc.) reçoivent celles qui ne trouvent pas place dans ce cadre. Notons que le pays d'où est partie la correspondance est parfois sans rapport avec le sujet dont elle traite et qu'on trouvera, par exemple, un dossier « Grèce » qui ne concerne que la politique yougoslave, ou des précisions sur le Maroc écrites de Genève et classées sous ce dernier nom. Ce classement n'a reçu aucune modification.

Intérêt du fonds :

Les Papiers Léger, malgré leur faible volume, ne sont pas sans intérêt pour l'historien. Ils complètent les séries politiques, commerciales (notamment pour l'Extrême-Orient) et administratives. Les « Scellés » comportent des pièces d'importance, certaines irremplaçables, tel le projet de conférence européenne, de la main même de Léger, que contient le dossier n° 3. Des « Lettres particulières », on a dit plus haut que leur nature même leur conférait un intérêt spécifique. Ajoutons qu'il s'agit, pour la plupart, de pièces autographes de correspondants éminents. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, Paul Claudel est extrêmement présent, que ce soit dans les « Scellés » ou dans les « Lettres particulières ».

Le fonds est plus décevant pour la connaissance de Léger lui-même. On n'y trouve pas de papiers personnels, très peu d'autographes (il ne subsiste très probablement de sa main que les brouillons et notes des « Scellés » signalés ci-dessus, notamment le *Mémoire sur l'organisation d'un régime d'union fédérale* de 1936, qui a été publié dans ses *Œuvres complètes*, Bibliothèque de la Pléiade, p. 583). Son intervention même y est peu sensible : les « Scellés » témoignent de ses méthodes de travail, mais d'assez loin seulement. Les « Lettres particulières », notons-le, sont une correspondance passive et ne comportent rien de la main de Léger; Croüy-Chanel y a eu plus de part que lui; c'est à ce dernier, en particulier, que seraient dues les notes manuscrites et les comptes rendus de conversations que l'on y trouve en petit nombre; c'est lui encore qui répondait par écrit quand Léger était absent, ainsi que l'indique une annotation des dossiers « Députés » et « Particuliers »; d'ailleurs, ces dossiers sont si réduits qu'ils ne représentent certainement qu'une faible partie de la correspondance personnelle de Léger pendant ces années. Il est clair que celle-ci était conservée ailleurs.

Au total, les Papiers Léger nous éclairent sur certains aspects de ses relations amicales avec ses confrères, sur ses curiosités professionnelles et ses orientations politiques mais, compte tenu de leur caractère lacunaire, ils confirmeraient plutôt la réserve fameuse d'Alexis Léger. En témoigne encore le « Je sais bien que vous n'écrivez jamais » que lui lance Claudel, dans une lettre conservée dans le fonds (lettre du 2 mai 1932, classée à États-Unis).

Le chercheur pensera à recourir aux papiers littéraires et à ceux des dernières années, déposés par Léger lui-même à la Fondation Saint-John Perse de la bibliothèque municipale d'Aix-en-Provence, ainsi qu'à ceux de la période américaine qui appartiennent à la Bibliothèque du Congrès.

1 INVENTAIRE ANCIEN :

Dossier réservé.

2 SCÉLLÉS (DOCUMENTS SAISIS EN JUILLET 1941) :

NÉGOCIATIONS FRANCO-AMÉRICAINES, PACTE BRIAND-KELLOGG (« GUERRE HORS-LA-LOI », 1927-1928) (DOSSIER N° 1) :

1. Télégramme n° 168 de Berne (ratification du compromis d'arbitrage).	9 décembre 1927
2. T. n° 169 de Berne (impressions de Motta).	9 décembre 1927
3. T. n° 309 de Washington (opinion publique).	10 décembre 1927
4. T. n° 316 de Washington (conversation Claudel-Kellogg, principe de Monroe).	15 décembre 1927
5. T. n° 312 de Washington (prorogation de l'échéance de la dette française, réduction des réparations allemandes).	11 décembre 1927
6. T. n° 507 de Belgrade (renouvellement du pacte d'amitié entre la Yougoslavie et l'Italie).	11 décembre 1927
6 bis. T. n° 60 de Genève (négociations entre les Pays-Bas et la Belgique).	11 décembre 1927
7. T. n° 1003 de Moscou (conseils de modération au maréchal Pilsudski dans les délibérations de Vilna).	12 décembre 1927
8. T. à Washington (projet de pacte d'amitié perpétuelle entre la France et les États-Unis).	17 décembre 1927
9. T. n° 322 de Washington (<i>idem</i>).	20 décembre 1927
10. T. à Washington (<i>idem</i>).	26 décembre 1927
11. T. n° 339 de Washington (proposition de traité d'arbitrage).	29 décembre 1927
12. T. n° 340-341 de Washington (traité bilatéral d'arbitrage).	<i>Idem</i>
13. T. n° 346 de Washington (traité multilatéral d'arbitrage).	<i>Idem</i>
14. T. n° 352 de Washington (traité d'arbitrage, traité de condamnation de la guerre).	30 décembre 1927
15. T. n° 1 de Washington (texte anglais de documents).	2 janvier 1928
16. T. n° 2 de Washington (traité bilatéral avec assentiment des autres grandes puissances).	3 janvier 1928
17. T. à Washington (traité bilatéral et multilatéral).	2 janvier 1928
18. T. à Washington (les États-Unis projettent de publier la deuxième lettre de Kellogg).	<i>Idem</i>

19. T. n° 4 de Washington (<i>idem</i>).	4 janvier 1928
20. Note pour la réponse à la lettre du secrétaire d'État des États-Unis du 28 décembre 1927.	<i>Idem</i>
21. T. n° 5 de Washington (la presse française sous-estime les propositions américaines).	5 janvier 1928
22. T. n° 2 de Tokyo (opinion du baron Tanaka sur la proposition Kellogg).	6 janvier 1928
23. T. n° 8 de Washington (remise à Kellogg d'un projet de traité d'arbitrage).	6 janvier 1928
24. T. n° 11 de Washington (presse).	9 janvier 1928
25. T. n° 12 de Washington (projet de visite du maréchal Pétain à New York).	<i>Idem</i>
26. Note du service français de la SDN à Berthelot : mise hors-la-loi de la guerre, négociations franco-américaines et résolutions polonaises de la VII ^e assemblée.	10 janvier 1928
27. Commentaires britanniques sur la réponse française aux propositions Kellogg (note).	<i>Idem</i>
28. T. n° 18 de Washington (lettre de Kellogg sur les accords franco-américains du traité multilatéral).	11 janvier 1928
29. T. d'instructions à Washington pour la signature du traité n° 1.	12 janvier 1928
30. T. à Washington (divergences entre la France et les États-Unis sur le traité de condamnation de la guerre d'agression).	<i>Idem</i>
31. T. n° 34 de Washington (traité n° 2).	<i>Idem</i>
32. T. n° 7 de Tokyo (ajournement de l'examen de la proposition Kellogg).	13 janvier 1928
33. T. n° 35 de Washington (rejet américain du mot « agression »).	<i>Idem</i>
34. T. n° 36 de Washington (réponse au 29).	<i>Idem</i>
35. T. n° 37 de Washington (invitation de l'amiral commandant les unités américaines en Méditerranée).	<i>Idem</i>
36. T. n° 38 de Washington (ouverture du marché américain aux emprunts industriels français).	<i>Idem</i>
37. T. n° 39 de Washington (<i>idem</i>).	<i>Idem</i>
38. T. n° 40 de Washington (Kellogg rejette le mot « agression »).	14 janvier 1928
39. T. n° 47 de Washington (objections sur les articles 53-54 de la convention de La Haye relatifs au traité n° 1).	16 janvier 1928
40. Projets de réponse à la lettre de Kellogg du 11 janvier.	16 janvier 1928
41. T. à Washington (réponse à la lettre de Kellogg du 11 janvier).	20 janvier 1928
42. T. n° 63 de Washington (inclusion éventuelle du mot « agression » dans le traité n° 2).	21 janvier 1928
43. T. n° 47 de Prague (impressions des milieux politiques tchécoslovaques).	24 janvier 1928
44. T. n° 44 de Varsovie (appréciations polonaises).	26 janvier 1928
45. T. à Washington (demande de précisions pour la signature du traité n° 1).	30 janvier 1928

46. *New-York Times*, article du sénateur Borah sur le pacte multilatéral et l'engagement de la France envers la Belgique. 5 février 1928
47. T. n° 102 de Washington (signature du traité d'arbitrage). 6 février 1928
48. T. n° 99 de Washington (cérémonie de signature). *Idem*
49. T. n° 131 de Washington (suggestion par les signataires aux autres puissances de renoncer à la guerre comme instrument politique). 27 février 1928
50. T. à Washington (résolutions de la conférence de La Havane). 29 février 1928
51. T. n° 144 de Washington (approbation de principe du traité d'arbitrage par la Commission des Affaires étrangères du Sénat américain). 1^{er} mars
52. Note de l'ambassade des États-Unis à Paris sur la résolution de la conférence de La Havane (texte anglais). 2 mars 1928
53. Note sur la ratification de l'accord Mellon-Bérenger. s.d.

3

DOCUMENTATION SUR LA COOPÉRATION EUROPÉENNE
1928-1931 (DOSSIER N° 2) :

1. Note de Bernhoff transmettant à Briand une lettre du Dr Heerfordt sur les « États-Unis des Nations européennes » dans le cadre de la SDN. Quatre notices jointes. 29 décembre 1928
2. *Comment résoudre les difficultés qui divisent l'Europe ?* notice de Paul de Hevesy, de Genève. 15 mars 1929
3. T. n° 346 de Washington (congrès d'Amsterdam, augmentation du tarif américain sur les produits français d'importation). 10 juillet 1929
4. Dépêche n° 561 de Berlin (Margerie) : presse allemande, protectionnisme américain. 13 juillet 1929
5. T. de Paris à MacDonald, Premier ministre de Grande-Bretagne, pour une participation à la coopération européenne. Lettre de Léger transmettant deux notices sur le même sujet. 12 juin 1929
6. Dépêche n° 571 de Berlin : presse allemande et projet d'union économique européenne. 17 juillet 1929
- 7 et 7 bis. Bulletins de presse étrangère. 20 juillet 1929
8. Dépêche n° 16 de Karlsruhe : « États-Unis d'Europe » et opinion allemande. 29 juin 1929
9. *La révolution de la Fraternité*, article de Coudenhove-Kalergi (texte allemand, traduction). 31 juillet 1929
10. Rapport du congrès de Madrid (mai 1929) : coopération européenne pour la circulation. juillet 1929
11. Note du service français de la SDN : 5^e congrès de la Chambre de commerce internationale, projet de tarif américain. 2 août 1939
12. La Haye, résumé de Van Langenhove à Massigli, programme d'organisation économique dans l'organisation de l'Europe. 21 août 1929
13. Lettre de L. Renault (Billancourt) à Léger sur l'entente internationale douanière. 31 août 1929
14. Copie du t. n° 424 de Washington (États-Unis, Europe, SDN). 13 septembre 1929

15. Mémoire de la SDN sur un accord collectif pour une meilleure organisation des relations économiques internationales en Europe. 11 octobre 1929
16. Copie du t. n° 331 de Prague (conférence de Herriot sur le projet d'union pan-européenne). 14 octobre 1929
17. Note du service français de la SDN sur la Commission d'études pour l'union pan-européenne. 12 août 1931
- PROJET DE CONFÉRENCE EUROPÉENNE (DOSSIER N° 3) :**
1. Mémoire français sur l'organisation d'un régime d'union fédérale européenne (quatre états). s.d.
2. Projet de discours sur la constitution de vingt-sept États européens en commission d'études pour l'Union européenne. s.d.
3. Note sur le malaise économique et l'organisation de la paix. s.d.
4. Avis du conseiller financier du gouvernement polonais. 23 août 1939
5. Note de la délégation belge à Genève. Deux annexes : liste des conventions internationales sur les communications et le transit intéressant les États européens, régime des échanges d'énergie électrique. 4 septembre 1939
6. Résumé des conversations de Genève ayant précédé le discours de Briand à la SDN sur le pacte de Paris. *Idem*
7. Note du service français de la SDN sur la proposition Hymans de trêve douanière. 16 octobre 1929
8. *Idem*. 23 novembre 1929
9. Projet par Le Foyer de création par le Bureau international de la paix d'une revue de propagande pour l'Union européenne. 28 juillet 1929
10. Projet de déclaration sur la collaboration des gouvernements européens pour le maintien de la paix. s.d.
11. Projet de déclaration française après la réponse des gouvernements européens sur l'organisation d'un régime d'union fédérale européenne. s.d.
12. Projet de déclaration sur l'invitation française à une conférence pour la limitation des armements. s.d.
- 4 **DOCUMENTS CONFIDENTIELS SUR LA CONFÉRENCE DE LA HAYE (DOSSIER N° 4) :** 1929-1930
1. Mémoires de la délégation des dix puissances invitantes.
2. Notes sténographiées des séances plénières.
3. Commission des réparations non-allemandes, mémoires et minutes.
4. Commission des réparations allemandes, mémoires et minutes.
5. Commission des réparations allemandes, puissances créancières, mémoires et minutes.
- 5 6. Commission financière, mémoires et minutes.
- 7-8. Document H n° 1, comité d'organisation pour l'adaptation des lois allemandes établies en vertu du plan Dawes.

9. Document H n° 3, dépenses du Secrétariat général.
10. Document H n° 3 A, distribution des textes imprimés des notes sténographiées.
11. Document H n° 4, rapport de la Commission politique.
12. Document H n° 5, protocole et annexes approuvés à la séance du 31 août 1929.
13. Document H n° 12, règlement des prestations en nature.
- 14 à 18. Document H n° 14 B-C-D-E-F, emprunt extérieur allemand 1924.
19. Document H n° 19, accord germano-américain sur les dettes.
20. Document H n° 23, comité des réparations non-allemandes.
21. Document H n° 26, accord germano-polonais du 31 octobre 1929.
22. Document H n° 27, emprunt extérieur allemand de 1924.
23. Document H n° 28, les « responsabilités » du « Fonds spécial ».

ACCORD MILITAIRE FRANCO-BELGE DE 1930-1931 (DOSSIER N° 5) :

- | | |
|---|------------------|
| 1. Dépêche n° 807 de Bruxelles. | 15 novembre 1930 |
| 2. Note sur une déclaration de Vandervelde. | 24 décembre 1930 |
| 3. Note de Basdevant, <i>L'accord militaire franco-belge de 1920 est-il en vigueur ?</i> | s.d. |
| 4. Dépêche n° 924 de Bruxelles, polémique de presse. | 27 décembre 1930 |
| 5. <i>Idem.</i> | 29 décembre 1930 |
| 6. Rapport de l'ambassadeur de France à Bruxelles sur l'accord militaire. | 6 janvier 1931 |
| 7. Rapport de l'attaché militaire à Bruxelles : campagne contre l'accord militaire de 1920. | 8 janvier 1931 |
| 8. Rapport du Ministère de la Guerre sur les relations avec la Belgique (3 pièces). | 14 janvier 1931 |
| 9. Projet initial belge proposé par Hymans. | s.d. |
| 10. Télégramme de Basdevant, juriconsulte. | 17 janvier 1931 |
| 11. Contre-projet français accepté par Hymans. | 21 janvier 1931 |
| 12. Note sur une visite de l'ambassadeur de Belgique. | 3 février 1931 |
| 13. Projet français du Ministère des Affaires étrangères en accord avec Maginot et Briand. | 5 février 1931 |
| 14. Contre-projet révisé par Basdevant. | <i>Idem</i> |
| 15. Dépêche n° 95 de Bruxelles sur un entretien avec Vandervelde. | 6 février 1931 |
| 16. Projet de Van Langenhove refusé par Léger. | <i>Idem</i> |
| 17. Projet français approuvé par Basdevant et Van Langenhove. | <i>Idem</i> |
| 18. Lettre de Peretti de La Rocca (Bruxelles) à Léger sur un entretien avec Hymans. | 11 février 1931 |
| 19. Rédaction finale française, approuvée par Hymans. | <i>Idem</i> |
| 20. Résumé de l'accord militaire défensif franco-belge signé le 7 septembre 1920. | 13 février 1931 |

- | | |
|--|-----------------|
| 21. Télégramme confidentiel de Paris sur les négociations avec Hymans. | 17 février 1931 |
| 22. Télégramme n° 15 de Bruxelles. | 18 février 1931 |
| 23. Télégramme confidentiel de Paris. | 19 février 1931 |

LIMITATION DES ARMEMENTS NAVALS - NÉGOCIATIONS FRANCO-ITALIENNES ET FRANCO-ANGLAISES, 1928-1929 (DOSSIER N° 6) :

- | | |
|---|------------------|
| 1. Service français de la SDN | 10 août 1928 |
| 2. Note de Paul-Boncour : publication de documents sur le conflit naval franco-anglais. | 5 octobre 1928 |
| 3. Mémoire français. | 20 décembre 1929 |
| 4. Mémoire italien. | 21 décembre 1929 |
| 5. Réponse française au mémoire italien. | 3 janvier 1930 |

6 NOTES DE LA DIRECTION POLITIQUE (DOSSIER N° 7) :

- | | |
|--|--------------|
| 1. Note et télégramme n° 7 de Paris sur les établissements scolaires en Bulgarie. | 29 juin 1929 |
| 2. Document réservé. | |
| 3. Note sur un entretien du ministre de France à Budapest avec le comte Bethlen. | 30 mai 1929 |
| 4. Note sur des commandes roumaines de matériel de guerre et l'installation d'une base navale. | <i>Idem</i> |
| 5. Note sur des attentats commis en Serbie par des bandes macédo-niennes provenant de Bulgarie. | <i>Idem</i> |
| 6. Note sur un différend franco-bulgare pour le règlement de commandes de céréales. | 3 juin 1929 |
| 7. Note sur l'évacuation anticipée de la Rhénanie et la garantie de la frontière orientale de la Pologne. | <i>Idem</i> |
| 8. Dossier de quatre pièces sur l'Escaut : révision des traités de 1839, différend hollando-belge sur la navigabilité. | <i>Idem</i> |

VISITE DE LAVAL ET BRIAND À BERLIN, SEPTEMBRE 1931 (DOSSIER N° 8) :

Relation succincte des événements qui ont marqué ce séjour; 5 annexes. s.d.

ALLEMAGNE (DOSSIER N° 9):

Note sur la politique générale intérieure et extérieure de l'Allemagne.	18 mars 1933
Note sur la politique de Stresemann.	s.d.

« DOCUMENTATION DIVERSE » (DOSSIER N° 10) :

- | | |
|---|--------------|
| 1. Note sur l'entente entre la Hamburger Amerika Line et le Nord-Deutscher Lloyd, nationalisation des services d'immigration. | 4 mars 1914 |
| 2. Article du <i>Times</i> : occupation de Corfou. | 14 mars 1924 |

- | | |
|---|-------------------|
| 3. Dépêche n° 35 de Pékin sur la construction du port de Hulutao. | 13 décembre 1924 |
| 4. Note sur un projet de fondation d'une nouvelle agence d'information pour la presse allemande (3 pièces). | 7 septembre 1931 |
| 5. Note sur la question financière et le maintien de l'étalon-or. | 10 septembre 1931 |
| 6. Note du chargé d'affaires d'Allemagne sur les rapports économiques franco-allemands. | 21 septembre 1931 |
| 6 bis. Projet français pour la constitution et le programme d'une Commission économique franco-allemande. | s.d. |

PÉTROLES DE MOSSOUL - CONSTRUCTION DU PIPE-LINE (DOSSIER N° 11) :

- | | |
|--|---------------------------|
| 1. Note du Ministère des Finances. | 3 octobre 1928 |
| 2. Note sur les tracés possibles. | 19 octobre 1928 |
| 3. Note sur l'action de la France, traité anglo-irakien du 4 octobre 1922. | <i>Idem</i> |
| 4. Mémoire anglais sur les négociations avec l'Irak et le développement des chemins de fer de Bagdad. | 1 ^{er} mars 1929 |
| 5. Projet de loi n° 3729 ratifiant des conventions entre l'État français et la Compagnie française des pétroles. | 8 juillet 1930 |
| 6. Rapport sur le projet de loi précédent. | 10 juillet 1930 |
| 7. Note sur la politique française en matière d'approvisionnement pétrolier. | 7 février 1931 |
| 8. Note confidentielle: action du roi Fayçal. | 8 février 1931 |
| 9. Article du <i>Morning Post</i> sur la rivalité des compagnies pétrolières en Irak. | 12 janvier 1932 |

SYRIE (DOSSIER N° 12) :

- | | |
|--|------------------|
| 1. Note sur la politique. | 20 novembre 1925 |
| 2. Note sur les origines du Mandat français en Syrie. | 9 mars 1925 |
| 3. Article de l' <i>Akcham</i> d'Istanbul : conférence sur l'action de la France en Syrie. | 11 décembre 1931 |

7 TÉLÉGRAMMES (DOSSIER N° 13) :

- | | |
|---|---------------|
| 1. N° 363 de Berlin (opinion de la presse allemande sur la désignation de Quesnay comme directeur général de la Banque des paiements internationaux). | 23 avril 1930 |
| 2. N° 364 de Berlin (commentaires de presse sur la politique française à la conférence de Londres). | <i>Idem</i> |
| 3. N° 71 de Bruxelles (contrat entre le port de Rotterdam et la Société des potasses d'Alsace). | 24 avril 1930 |
| 4. Recherches dans l'affaire Koutiepoft. | <i>Idem</i> |
| 5. Note sur la publication de la lettre autrichienne sur le désarmement. | <i>Idem</i> |
| 6. Voyage du cardinal Lépicier au congrès eucharistique. | <i>Idem</i> |
| 7. Voyage du chancelier d'Autriche. | <i>Idem</i> |

8. Ratification des accords de La Haye par la Grande-Bretagne.	24 avril 1930
9. Situation financière de la Turquie.	24 avril 1930
10. N° 60 d'Addis-Abeba (emprunt à la France pour la construction d'un palais).	<i>Idem</i>
11. N° 180 de Washington (congé de l'ambassadeur de France).	<i>Idem</i>
12. N° 155 de Rabat (occupation de territoires au Tadla).	<i>Idem</i>
13. N° 110 de Londres (réponse au n° 237).	25 avril 1930
14. N° 74 de Bruxelles (contrat entre le port de Rotterdam et la Société des potasses d'Alsace).	<i>Idem</i>
TÉLÉGRAMMES (DOSSIER N° 14) :	
1. N° 32 de Bucarest (« incident des armes » en Autriche).	25 janvier 1933
2. Solution pacifique de l'affaire de Leticia.	<i>Idem</i>
3. N° 53 de Paris (recours au pacte Briand-Kellogg dans le conflit Colombie-Pérou).	<i>Idem</i>
4. N° 100 de Washington (négociations avec les États-Unis sur les dettes de guerre).	<i>Idem</i>
5. N° 104 de Washington (Tchécoslovaquie et dettes de guerre).	<i>Idem</i>
6. N° 106 de Washington (<i>idem</i>).	<i>Idem</i>
7. N° 68 de Genève (adhésion de l'Allemagne à la trêve des armements).	<i>Idem</i>
8. N° 69 de Genève (attitudes allemande et italienne dans l'affaire sinojaponaise).	<i>Idem</i>
9. N° 71 de Genève (examen du rapport du comité spécial sur les armes chimiques, incendiaires et bactériennes).	<i>Idem</i>
10. N° 72 de Genève (réunion du Comité d'organisation de la conférence économique).	<i>Idem</i>
11. N° 103 de Washington (infraction au pacte Briand-Kellogg du Pérou aux dépens de la Colombie).	<i>Idem</i>
12. N° 52 de Rome (différend franco-italien, statut des Italiens en Tunisie, frontière de Libye, pénétration italienne vers le Tchad, parité navale).	<i>Idem</i>
13. N° 59 de Vienne (mouvement insurrectionnel croate et fourniture d'armes italiennes).	26 janvier 1933
14. N° 62 de Vienne (affaire de Hirtenberg).	<i>Idem</i>
15. N° 109 de Washington (embargo sur les armes destinées au Pérou).	<i>Idem</i>
16. N° 110 de Washington (dettes de guerre).	<i>Idem</i>
17. N° 111 de Washington (attitude anglaise).	<i>Idem</i>
18. N° 112 de Washington (critiques américaines de l'attitude de la délégation anglaise sur les dettes).	<i>Idem</i>
19. Note sur la réponse anglaise à l'invitation américaine sur les dettes; conversation de Paul-Boncour avec Edge.	<i>Idem</i>
20. N° 79 de Genève (garantie des États pour l'emprunt autrichien).	<i>Idem</i>

21. N° 85 de Genève (affaire de l'Anglo-Persian Oil Company).	26 janvier 1933
22. N° 63 de Vienne (armes de Hirtenberg, responsabilité de la Hongrie).	<i>Idem</i>
TÉLÉGRAMMES (DOSSIER N° 15) :	
1. N° 767 de Prague (réception de Pierre Cot).	20 novembre 1933
2. N° 972 de Vienne (situation intérieure).	<i>Idem</i>
3. N° 922 de Beyrouth (manoeuvres d'intimidation par les nationalistes).	21 novembre 1933
4. N° 1051 de Beyrouth (<i>idem</i>).	<i>Idem</i>
5. N° 217 de Bruxelles (rapports Allemagne-Belgique à propos de leurs nationaux).	<i>Idem</i>
6. N° 428 du Saint-Siège (opinion sur le plébiscite allemand).	17 novembre 1933
7. N° 431 du Saint-Siège (appui du Saint-Siège au gouvernement de l'Autriche libre).	20 novembre 1933
8. N° 430 du Saint-Siège (rapports avec la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie).	<i>Idem</i>
9. N° 429 du Saint-Siège (opinion sur la reprise des relations diplomatiques entre les États-Unis et l'URSS).	<i>Idem</i>
10. N° 433 du Saint-Siège (<i>idem</i>).	<i>Idem</i>
11. N° 432 du Saint-Siège (élections espagnoles).	<i>Idem</i>
12. N° 1304 de Rome (démarche italienne à Vienne et à Budapest).	<i>Idem</i>
13. N° 921 de Beyrouth, incomplet (sauvetage par un peloton de méharistes).	21 novembre 1933
14. N° 940 de Londres (rapports commerciaux entre la France et la Grande-Bretagne).	<i>Idem</i>
15. N° 939 <i>bis</i> de Londres (presse anglaise et désarmement).	<i>Idem</i>
16. N° 941 de Londres (<i>idem</i>).	22 novembre 1933
17. N° 2073 de Berlin (presse allemande et désarmement).	<i>Idem</i>
18. N° 339 de Tokyo (opinion du Japon sur la politique financière).	<i>Idem</i>
19. Document réservé.	
20. N° 445 de Budapest (emprunt hongrois).	<i>Idem</i>
21. N° 117 de Riga (arrestation de députés communistes).	<i>Idem</i>
22. N° 715 de Madrid (élections espagnoles).	<i>Idem</i>
23. N° 980 de Genève (hostilité italienne envers la SDN).	<i>Idem</i>
8 DÉLIMITATION DE LA ZONE RHÉNANE (DOSSIER N° 16) :	
1. Analyse d'une lettre des membres de la Conférence des ambassadeurs à l'ambassadeur d'Allemagne sur la démilitarisation de l'Allemagne.	3 décembre 1928
2. Copie de lettre des membres de la Conférence des ambassadeurs sur les questions ferroviaires.	4 août 1929
3. Note des membres de la Conférence des ambassadeurs (démilitarisation, voies de communications).	8 novembre 1929

4. Observations sur un discours de Franklin Bouillon; annexe : note du maréchal Foch (6 décembre 1928). s.d.

OCCUPATION RHÉNANE-ÉVACUATION (DOSSIER N° 17) :

1. Notes prises à Chequers lors d'une conversation entre Herriot et MacDonald; annexes : notes du Foreign Office à Peretti de La Rocca, 24 juin 1924. 22 juin 1924
2. Note sur les manquements de l'Allemagne, justifiant l'occupation de la Ruhr et l'application du plan Dawes. s.d.
3. Note sur l'application de l'article 431 du traité de paix; 5 P.j. : extrait du procès-verbal de la 57^e séance du Conseil suprême des Alliés (17 mars 1919); lettre de Poincaré à Clemenceau (28 avril 1919); extrait du procès-verbal de la séance du Conseil des gouvernements (13 juin 1919); accord sur l'occupation militaire des territoires rhénans (16 juin 1919); note de Massigli au président du Conseil sur la déclaration du 16 juin 1919. 26 juin 1924
4. Note au chargé d'affaires d'Allemagne à Paris sur les effectifs de l'armée du Rhin. 27 août 1926
5. Mémoire sur les suites données par la France aux doléances allemandes sur l'occupation rhénane. 12 septembre 1926
6. Aide-mémoire anglais sur les relations entre l'Allemagne et les anciens alliés après les traités de Locarno. 9 décembre 1926
7. Note n° 8192/ATRP de Coblenz transmettant la lettre SAO/6 au commissaire allemand pour les territoires occupés (allègements aux charges d'occupation). 16 novembre 1926
8. Télégramme n° 17 de Bruxelles (pression socialiste allemande pour l'évacuation de la Rhénanie). 31 janvier 1927
9. Note sur l'évacuation et le règlement de la dette allemande de réparation. 29 octobre 1928
10. Historique des négociations pour le plan Dawes et les accords de Londres de 1924. *Idem*

NOTES SUR LA QUESTION DE LA SARRE ET NÉGOCIATIONS ÉVENTUELLES AVEC L'ALLEMAGNE (DOSSIER N° 18) :

- Note confidentielle sur la Sarre; 3 P.j. : mines, avantages pour la France du régime actuel, état d'esprit en Sarre. 14 mars 1929
- Note sur des négociations éventuelles avec l'Allemagne. 13 mai 1929

COMMISSION DE CONTRÔLE EN ALLEMAGNE - EXERCICE DU DROIT D'INVESTIGATION (DOSSIER N° 19) :

1. Document C 1541 1924 IX de la SDN : projet d'organisation de l'exercice du droit d'investigation. 27 septembre 1924
2. Document C 64 1925 IX CPC 35 de la SDN : droit d'investigation dans la zone rhénane. 10 février 1925
3. Document CPC 191 de la SDN : lettre du gouvernement allemand. 22 janvier 1926
4. Note au secrétaire général sur un contrôle permanent dans les territoires occupés. 9 novembre 1926
- 5-6. Réponse à un aide-mémoire anglais sur les opérations de contrôle. 17-25 novembre 1926

7. Document 989 DN 1 de la Présidence du Conseil (Défense nationale) : examen du droit d'investigation de la SDN. 1^{er} décembre 1926
8. Note sur le droit d'investigation. 2 décembre 1926
9. État d'exécution du désarmement. 4 décembre 1926
10. Rapport de Peycelon à Briand sur les négociations de Genève pour le fonctionnement de la Commission de contrôle. 8 décembre 1926
11. Télégramme de Paris à Genève. 9 décembre 1926
12. *Idem*. 10 décembre 1926
13. Télégramme n° 26 de Genève, rapport par les juristes français, anglais et allemands sur la question des investigations (texte). *Idem*
14. Télégramme de Paris à Genève sur l'article 180. *Idem*
15. *Idem*, proposition du général von Pawelsz. *Idem*
16. Télégramme de Paris à la délégation française à Genève (texte de la proposition de von Pawelsz). 10 décembre 1926
17. Étude de la proposition de von Pawelsz par la Conférence des ambassadeurs. *Idem*
18. Instructions du Conseil des ministres à Briand, délégué à Genève. 11 décembre 1926
19. Genève, résolution proposée par l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, sur les fortifications et le matériel de guerre. *Idem*
20. Accord des cinq ministres sur le contrôle (Genève). *Idem*
21. Télégramme de Paris, félicitations du Conseil des ministres à Briand pour son action à Genève. *Idem*
22. Réponse de Briand. *Idem*
23. Additions demandées à Briand sur la question des investigations. *Idem*
24. Accord des cinq ministres sur le contrôle. *Idem*
25. Télégramme de Paris à Genève sur les précautions à adopter en cas de litige sur les investigations. *Idem*
26. Télégramme de Paris à Genève (attitude du général von Pawelsz à la Conférence des ambassadeurs). *Idem*
27. Télégramme n° 29 de Genève (conciliation avec le Reich sur les fortifications). *Idem*
28. Télégramme de Paris à Genève (suppression éventuelle de la Commission de contrôle). *Idem*
29. Télégramme de Paris à Genève (divergences entre Briand et le gouvernement). 12 décembre 1926
30. Compte rendu d'entretien à Genève sur le retrait de la Commission de contrôle. 11 décembre 1926
31. Clôture de la session du Conseil de la SDN, maintien de la situation en Rhénanie. *Idem*

	32. Télégramme n° 31 de Genève (déclaration de Briand aux membres du gouvernement).	12 décembre 1926
	33. Télégramme n° 32 de Genève (nouvelles instructions demandées au gouvernement allemand pour un règlement amiable des questions demeurées en suspens).	<i>Idem</i>
	34. Télégramme n° 34 de Genève (accord du 12 décembre entre les cinq puissances).	<i>Idem</i>
	35. Télégramme n° 35 de Genève (communication de l'accord des cinq puissances à Zalewski).	<i>Idem</i>
	36. Note sur les ententes intervenues à Genève les 11 et 12 décembre 1926 sur les affaires d'Allemagne.	16 décembre 1926
	37. Note : négociations de la Conférence des ambassadeurs et du gouvernement allemand sur les fortifications des frontières orientales; 2 pièces jointes : télégramme n° 53 de Varsovie (satisfaction de Zalewski), accord sur le système fortifié des frontières est et sud de l'Allemagne.	3 février 1927
8 <i>bis</i>	CHINE : INDEMNITÉ BOXERS DE 1901 - QUESTIONS DIVERSES INTÉRESSANT LA SFGBC - TRAMWAYS DE PEKIN - LIVRAISON D'ARMES DE GUERRE (DOSSIER N° 20) :	1923-1926
	1. Note pour une intervention française auprès du gouvernement chinois - paiement de l'indemnité en francs-or.	s.d.
	2. Note sur les moyens de pression envers le gouvernement chinois.	s.d.
	3. <i>Idem.</i>	16 novembre 1923
	4. Télégramme de Pékin.	10 décembre 1923
	5. <i>Idem.</i>	<i>Idem</i>
	6. Lettre de l'ambassade de France à Pékin à Kahn sur le vote du Parlement et la question du franc-or; réponse de Kahn du 2 janvier 1924.	12 décembre 1923
	7. Copie de lettre de Fleuriau à l'ambassade de France à Pékin sur l'opposition de Wellington Koo au règlement en franc-or.	25 décembre 1923
	8. Télégramme de Bennelot à Pékin (polémique au Parlement chinois).	27 décembre 1923
	9. Télégramme n° 21 de Pékin (règlement en franc-papier, accord de 1901).	30 décembre 1923
	10. Télégramme n° 22 de Pékin (<i>idem</i>).	29 décembre 1923
	11. Télégramme de Pékin (réunion irrégulière de la Chambre des députés, changement de cabinet).	10 janvier 1924
	12. Note sur les accords intervenus à Pékin en 1922 pour l'exécution des engagements pris par la Chine en 1901 et 1905.	<i>Idem</i>
	13. <i>Idem.</i>	14 janvier 1924
	14. Résumé des discussions sur le paiement en or des indemnités Boxers.	s.d.
	15. Télégramme de Pékin (démission du cabinet chinois, situation financière).	17 janvier 1924
	16. Note sur l'arbitrage éventuel et la position des puissances signataires du protocole de 1901.	28 janvier 1924

- | | |
|--|-----------------|
| 17. Dépêche n° 9 de Pékin sur le paiement en or et les puissances signataires. | 26 janvier 1924 |
| 18. Télégramme n° 29 de Pékin (hésitations au sein du cabinet chinois). | 29 janvier 1924 |
| 19. Lettre privée de Fleuriau au président du Conseil sur le paiement en or. | 4 février 1924 |
| 20. Dépêche n° 14 de Fleuriau (Pékin) : procédés de négociations, possibilités d'arbitrage. | <i>Idem</i> |
| 21. Dépêche n° 15 de Pékin : opposition à la remise des surplus de la gabelle à la Banque d'Indochine et au paiement en or. | <i>Idem</i> |
| 22. Note de Fleuriau sur la position française au sujet de la gabelle et du paiement en or. | <i>Idem</i> |
| 23. Note n° 1 de la Ligue des Nations pour un arbitrage sur la question du franc-or. | s.d. |
| 24. Note n° 2 (<i>idem</i>). | s.d. |
| 25. Télégramme de Carrère (Pékin) : articles de presse sur la gabelle. | 23 février 1924 |
| 26. Télégramme de Carrère (Shanghai) : pression à exercer par Wang Komin sur Wellington Koo. | <i>Idem</i> |
| 27. Note n° 5 du directeur de la SFGBIC (Société Française de Gérance de la Banque Industrielle de Chine). | 27 février 1924 |
| 28. Note sur la situation politique en Chine, l'irresponsabilité des gouvernants. | mars 1924 |
| 29. Projet de pressions pour l'exécution des traités. | <i>Idem</i> |
| 30. Texte précédent révisé. | <i>Idem</i> |
| 31. Note sur les sommes assignées aux œuvres franco-chinoises par les accords de Pékin de juillet 1922. | 3 mars 1924 |
| 32. Dépêche n° 6 de Pékin : reconnaissance des Soviets par la Grande-Bretagne, indifférence de la France à cette question. | 3 février 1924 |
| 33. Traduction d'une note remise à Wellington Koo sur la nécessité de régler rapidement le paiement de la part française de l'indemnité de 1901. | 7 mars 1924 |
| 34. Note de Pékin sur les œuvres franco-chinoises (lettre de Kahn du 7 mars 1924). | <i>Idem</i> |
| 35. Note de Pékin sur la situation politique. | <i>Idem</i> |
| 36. Télégramme de Pékin sur les manœuvres de Wellington Koo. | 8 mars 1924 |
| 37. Dépêche n° 8 de Pékin sur la déformation de la position française rapportée par Koo au Conseil des ministres chinois. | 11 mars 1924 |
| 38. Dépêche n° 13 de Pékin : démission de Wang Komin, ministre des Finances. | 14 avril 1924 |
| 39. Dépêche n° 14 de Pékin : embargo sur les fonds de la gabelle. | 15 avril 1924 |
| 40. Note confidentielle sur le retard du paiement de la part française de l'indemnité Boxers, ses causes et ses conséquences. | 14 mai 1924 |

- | | |
|--|-------------------|
| 41. Dépêche n° 3291 du Ministère des Finances sur les emprunts étrangers payables en or. | 22 mai 1924 |
| 42. Note sur l'indemnité Boxers. | 31 mai 1924 |
| 43. Note sur le refus du gouvernement chinois d'exécuter ses engagements. | juin 1924 |
| 44. Dépêche n° 21 de Pékin sur le traité sino-allemand. | 10 juin 1924 |
| 45. Article du <i>Times</i> sur l'obstruction parlementaire à la suite des négociations avec l'Allemagne. | 13 juin 1924 |
| 46. Lettre de Fleuriau sur l'accord sino-allemand et le franc-or. | 16 juin 1924 |
| 47. Copie de télégramme de Pékin. | 21 juin 1924 |
| 48. Note sur l'indemnité Boxers et le départ du ministre de France à Pékin. | 30 juin 1924 |
| 49. Dépêche confidentielle n° 23 de Pékin sur le franc-or; annexe en anglais. | 9 septembre 1924 |
| 50. Projet de note sur l'indemnité Boxers et les œuvres franco-chinoises. | 26 septembre 1924 |
| 51. Projet de note sur les modalités de paiement en franc-or. | 24 octobre 1924 |
| 52. Dépêche de Petithuguenin (Pékin) : situation militaire en Chine. | 7 novembre 1924 |
| 53. Dépêche n° 28 de Pékin : séjour de Petithuguenin à New York et Washington. | 13 novembre 1924 |
| 54. Dépêche n° 29 de Pékin : conversation entre Petithuguenin et Sir Francis Agien. | 14 novembre 1924 |
| 55. Dépêche n° 30 de Pékin : hostilité chinoise au paiement en or. | <i>Idem</i> |
| 56. Dépêche de Pékin : situation politique, appui de l'ambassade soviétique. | 16 novembre 1924 |
| 57. Télégramme n° 5 de Pékin (temporisation du ministre anglais dans l'affaire du franc-or). | 20 novembre 1924 |
| 58. Télégramme de Paris, réponse au 57. | 21 novembre 1924 |
| 59. Télégramme n° 45 de Pékin (moyens d'existence financiers du gouvernement Tuan). | 25 novembre 1924 |
| 60. Note sur le traité de règlement transactionnel de la Banque industrielle de Chine. | 26 novembre 1924 |
| 61. Note sur l'éventualité du règlement de la part française par le gouvernement chinois. | <i>Idem</i> |
| 62. Dépêche confidentielle n° 34 de Pékin : franc-or et livraison de matériel de guerre à la Chine. Lettre de Kahn jointe. | 13 décembre 1924 |
| 63. Dépêche confidentielle n° 35 de Pékin : franc-or, transactions avec le maréchal Tuan. | <i>Idem</i> |
| 64. Dépêche confidentielle n° 37 de Pékin : création d'une banque en Mandchourie. | <i>Idem</i> |
| 65. Dépêche confidentielle n° 39 de Pékin : inauguration du tramway; deux pièces jointes : invitation de Petithuguenin, article du <i>Journal de Pékin</i> . | 20 décembre 1924 |

66. Dépêche confidentielle n° 39 de Pékin : opinion des légations et du public sur la position du gouvernement Tuan à l'égard du franc-or. 20 décembre 1924
67. Note à l'ambassade des États-Unis à Paris : ratification des deux traités de Washington sur la Chine. s.d.
68. Lettre-bordereau de Kahn transmettant quatre pièces : copie d'une dépêche personnelle et confidentielle n° 31 de Pékin sur Wang Komin (1^{er} décembre 1924), dépêche confidentielle n° 32 du 6 décembre 1924 sur la situation politique et le franc-or, dépêche confidentielle n° 33 du 31 décembre 1924 sur la création d'une banque en Mandchourie, note du 30 décembre 1924 sur l'exécution des conventions de 1922 et l'application de la loi du 20 février 1923. 30 décembre 1924
69. Trois lettres sur le franc-or. 23 novembre 1924
7 décembre 1924
9 janvier 1925
70. Télégramme de Paris sur l'exécution des accords de 1922. 20 janvier 1925
71. Télégramme de Pékin sur des communications du ministre japonais. 25 janvier 1925
72. Note sur le paiement des actions du gouvernement chinois par la Banque franco-chinoise. 27 janvier 1926
73. Projet de télégramme sur l'application des accords de 1922-1925. 10 février 1926
- 9 CHINE : SITUATION POLITIQUE - CHEMINS DE FER FRANÇAIS - EMPRUNT (DOSSIER N° 21) : 1924-1927
1. Note sur l'exploitation de chemins de fer français en Chine. 29 janvier 1924
2. Bordereau n° 1409 de l'état-major de l'Armée, 2^e bureau, transmettant la note n° 8 de Pékin : situation militaire (4 mai 1921). 27 juin 1924
3. Rapport sur la lutte entre le Nord et le Sud. s.d.
4. Dépêche de Pékin : situation politique. 9 septembre 1924
5. Note de Kahn sur le coup d'état de Pékin. 27 octobre 1924
6. Lettre de la Ligue des Droits de l'Homme sur l'interdiction de la propagande anti-chrétienne sur le territoire chinois, et réponse jointe. 23 mars 1926
7. Télégramme de Paris, instructions générales. 5 décembre 1926
8. *Idem.* 28 décembre 1926
9. Télégramme n° 6 de Pékin sur les incidents de Hankéou. 5 janvier 1927
10. Télégramme à Pékin pour la défense de la concession française à Hankéou. 7 janvier 1927
11. Note en vue du Conseil des ministres sur la défense de la concession française de Shanghai. Trois pièces jointes : télégramme n° 5 sur la prise de possession des concessions anglaises de Hankéou et Kiukian par les troupes chinoises, croquis des concessions de Shanghai. 10 janvier 1927
12. Télégramme de Paris : mise en route d'une première compagnie annamite vers Shanghai. 11 janvier 1927
13. Aide-mémoire anglais, situation à Canton. 20 janvier 1927
14. Télégramme de Paris sur l'aide-mémoire précédent. 22 janvier 1927
15. Télégramme à Pékin sur la perception arbitraire de surtaxes douanières en Chine. 26 janvier 1927

16. Télégramme de Paris à Londres et Washington. *Idem*
17. Traduction d'une note de l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris : situation en Chine, événements de Hankéou. *Idem*
18. Note sur le point de vue anglais. 1^{er} janvier 1927
19. Avis d'un ancien diplomate chinois sur le gouvernement provisoire de Pékin et la diplomatie étrangère. s.d.
- EMPRUNT - OR DE LA VILLE DE TOKYO ET AUTRES EMPRUNTS ÉTRANGERS (DOSSIER N° 22) :**
1. Dépêche n° 5 de Tokyo : paiement en or d'un emprunt de la municipalité de Tokyo. 27 août 1926
2. Copie de note : Conseil de défense des porteurs d'obligations 5 % de la ville de Tokyo, 1912. 6 janvier 1928
3. Note pour Léger sur l'emprunt. 11 janvier 1928
4. Note sur le voyage en France de Masakumi Segawa, représentant la municipalité de Tokyo dans l'action intentée par les porteurs français. 17 janvier 1928
5. Lettre de Dubarry, directeur de *La Volonté* : campagne de presse contre le Quai d'Orsay à propos des emprunts étrangers. 29 mai 1931
6. Note générale sur les emprunts étrangers, décisions judiciaires. s.d.
7. Note sur les crises bancaires et les défaillances des gouvernements étrangers. 3 p. j. : lettre sur les emprunts américains, note sur la position diplomatique pour les emprunts américains, liste des jugements rendus pour ces derniers. 6 juin 1931
8. Article de l'*Ami du Peuple* : responsabilités du Quai d'Orsay dans la protection de l'épargne. 9 juin 1931
9. Article du *Figaro*, même sujet. 10 juin 1931
10. Article du *Figaro*, *Le Quai d'Orsay et les emprunts-or*. *Idem*
- RELATIONS FRANCO-JAPONAISES - POLITIQUE GÉNÉRALE - MARCHÉ MÉTALLURGIQUE FRANÇAIS AU JAPON (DOSSIER N° 23) :**
1. Dépêche de Paris sur la dénonciation de l'alliance anglo-japonaise et l'arrangement franco-japonais de 1907. s.d.
2. Dépêche de Tokyo sur la politique générale du Japon après la dénonciation de l'alliance par la Grande-Bretagne. 25 octobre 1923
3. Texte d'une conférence de Paul Claudel prononcée à Nikko : *Tradition japonaise et tradition française*. s.d.
4. Texte d'une conférence prononcée par Paul Claudel devant des délégations des écoles de Tokyo sur la littérature française. s.d.
5. Note sur les possibilités pour le marché métallurgique français au Japon. s.d.
- CONSORTIUM AMÉRICANO-FRANÇAIS ET JAPONAIS EN CHINE (DOSSIER N° 24) :** 1924-1929
1. Note sur les difficultés pratiques et politiques au maintien du consortium. 13 juin 1924
2. Note sur la prorogation du consortium ou la modification de son statut. s.d.

- | | |
|---|-------------------|
| 3. Note n° 1 : suggestions contenues dans le mémorandum anglais et une lettre personnelle sur le même sujet jointe. | 23 juin 1924 |
| 4. Note n° 2 : modification éventuelle du contrat du 15 octobre 1920. | 24 juin 1924 |
| 5. Lettre du major Nathan de Londres, à Chevalier de la Banque de Paris et des Pays-Bas. Copie de lettre de Nathan à La Chaume. | 9 septembre 1924 |
| 6. Réponse de Chevalier à Nathan. | 12 septembre 1924 |

QUESTIONS FRANCO-RUSSES - BANQUE RUSSO-ASIATIQUE EN CHINE - BANQUE DES CHEMINS DE FER ORIENTAUX (DOSSIER N° 25) :

- | | |
|---|------------------------------|
| 1. Télégramme n° 385 de Paris : désignation éventuelle de Léger pour un poste à la Banque russo-asiatique à Pékin. | 1 ^{er} octobre 1919 |
| 2. Note sur l'opportunité d'une représentation économique en Russie soviétique. | 23 février 1923 |
| 3. Copie de note sur la question de la Banque russo-asiatique en Chine, mesures à prendre pour présenter à une réunion des actionnaires étrangers un programme de réorganisation. | 27 mars 1924 |
| 4. Nara, copie de lettre de Paul Claudel à Léger : relations américano-japonaises, politique franco-japonaise. | 6 mai 1924 |
| 5. Note sur la conférence anglo-russe et la dette russe. | 28 mai 1924 |
| 6. Note sur l'établissement de relations entre la France et l'URSS. | 16 juin 1924 |
| 7. Note sur l'accord de Moukden du 22 septembre 1924 (chemin de fer chinois de l'Est, les pages 1 et 11 manquent). | 27 janvier 1926 |
| 8. Historique de la création de la Banque des chemins de fer orientaux et des chemins de fer de Bagdad. | 23 avril 1926 |

QUESTIONS MINIÈRES AU MAROC (DOSSIER N° 26) :

- | | |
|--|-----------------|
| 1. Copie de dépêche n° 1281 au résident général de France au Maroc sur la découverte de gisements de charbon au sud d'Oujda. | 25 juillet 1928 |
| 2. Note sur les questions minières au Maroc. | 7 novembre 1931 |

10 Dossier réservé.

11 **LETTRES PARTICULIÈRES :**

ALLEMAGNE :

Correspondance d'Amé Leroy, ministre de France à Munich, de P. Viénot, Daniel Vincent, sénateur, d'A. François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin (6 p.).	24 octobre 1933 5 juillet 1935
---	-----------------------------------

AUTRICHE :

Correspondance de Paul Claudel, ministre de France à Vienne, de Coudenhove-Kalergi; note d'Otto Bauer sur le gouvernement Schuschnigg, brouillon de note de Léger (4 p.). 5 décembre 1932
22 février 1938

BELGIQUE :

Correspondance de Paul Claudel, J. Laroche, A. Bargeton, ambassadeurs de France à Bruxelles, A. Ledoux, secrétaire à Bruxelles, Garraud-Dombasle, attaché commercial à New York, F. Laroche, A. Hazel, Marie Claudel, Charles de Broqueville, premier ministre belge, avec Alexis Léger, et divers (25 p.). 23 septembre 1933
4 juin 1939

BRÉSIL :

Correspondance de L. Hermitte, ambassadeur à Rio de Janeiro, de Ch. Pfeiffer à Léger et Barthou (5 p.). 4 mars 1934
23 mai 1935

CANADA :

Lettre de Charles Arsène-Henry, ministre de France à Ottawa (1 p.). 28 décembre 1933

CHINE :

Correspondance de R. Baude, ministre à Tien-Tsin, A. Wilden, ministre à Pékin, P. Dufaure de La Prade, consul à Hongkong, F. Naggiar, ambassadeur à Pékin; note de la direction d'Asie sur la mission Bergen (7 p.). 8 avril 1933
25 octobre 1939

DANEMARK :

Lettre de Charles Arsène-Henry, ministre de France à Copenhague (1 p.). 18 juin 1936

ESPAGNE :

Correspondance de Jean Herbette, ambassadeur à Madrid (2 p.). 4 octobre 1933

12 ÉTATS-UNIS :

Correspondance et notes de Paul Claudel, M. Lefebvre de La Boulaye, ambassadeurs de France à Washington, Gérard-Dubot, secrétaire de la direction générale du *Journal*, S.O. Levinson, attorney à Chicago, de Leland-Stove directeur à Paris du *New York Herald Tribune*, de F. de Tesson, député de Seine-et-Marne (28 p.). 1^{er} octobre 1931
3 octobre 1936

ÉTHIOPIE :

Correspondance de Chautemps, de A. Bodard, ministre de France à Addis-Abeba (2 p.). 1^{er}-8 août 1935

GRANDE-BRETAGNE :

Correspondance d'A. de Fleuriau, Corbin, ambassadeurs à Londres, de Hugh Lloyd-Thomas, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, de Robert Vansittart à Hugh Lloyd-Thomas, de Jacques Arnavon, secrétaire général de l'association France-Grande-Bretagne, de V. Poliakoff, de Brown; extrait d'un télégramme adressé par l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Moscou à Lord Halifax (45 p.). 3 mars 1933
2 octobre 1939

13 GRÈCE :

Lettre de M. Cosme, ambassadeur de France à Athènes, sur la politique de la Yougoslavie. 24 janvier 1938

HONGRIE :

Lettre de L. Mathieu de Vienne, ministre de France à Budapest (1 p.). 20 mai 1934

ITALIE :

Correspondance de M. de Dampierre, ambassadeur de France à Rome, à Bargeton, directeur des Affaires politiques et commerciales, de Bertrand de Jouvenel, de Charles de Chambrun, ambassadeurs de France à Rome, de P. Fellows, président de la Commission de gestion du fonds agraire, du prince Ghika, du général P.E. Bordeaux communiquant un extrait d'une lettre du général Zoppi, d'André Dubosq, du *Temps*, etc. (10 p.). 28 juillet 1932
18 octobre 1935

JAPON :

Correspondance de Martel, de Jean Pila, ambassadeurs de France à Tokyo, de Fatsutaro Imabata, sénateur, note anonyme sur des entretiens confidentiels franco-japonais (4 p.). 7 juillet 1932
19 mai 1939

MAROC :

Correspondance de Henri Ponsot, résident général au Maroc, de Louis Col (2 p.). 1936

MONACO :

Lettre de Jacques Pieyre, consul général à Monaco (1 p.). 28 mars 1935

POLOGNE :

Correspondance de J. Laroche, de Léon Noël, ambassadeurs de France à Varsovie, de Paul Bénazet, sénateur, ancien ministre, président de la Commission de l'Air (4 p.). 27 décembre 1933
31 décembre 1936

PORTUGAL :

Lettre du service du Protocole à l'ambassadeur de France à Lisbonne (1 p.). 28 juin 1934

ROUMANIE :

Correspondance d'André d'Ormesson, Jean Paul-Boncour, ministres de France à Bucarest, d'Edouard Pfeiffer (5 p.). 11 décembre 1933
4 juin 1936

SYRIE :

Correspondance de Henri Ponsot, de D. de Martel, hauts commissaires de la République française en Syrie et au Liban (8 p.). 10 juin 1933
30 octobre 1936

TCHÉCOSLOVAQUIE :

Correspondance de Léon Noël, de V. Delacroix, ministre de France à Prague; copie de note sur la Société Husak (explosifs) remise par le général Boucherie; brouillon de note sur l'attitude de la Pologne, en particulier envers la Tchécoslovaquie (7 p.). 6 février 1933
6 septembre 1938

TURQUIE :

Correspondance d'Albert Kammerer, René Massigli, ambassadeurs de France en Turquie; note de la direction d'Afrique-Levant sur le règlement territorial de 1921 entre la Turquie et la Russie (5 p.). 16 mars 1935
18 novembre 1939

URSS :

Lettre de Robert Coulondre, ambassadeur de France à Moscou, extrait d'un télégramme adressé par l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Moscou à Lord Halifax sur l'accord germano-soviétique et les relations turco-soviétiques; note anonyme sur les modifications à l'accord tripartite anglo-franco-turc proposées par Staline (3 p.).

18 novembre 1936
7 octobre 1939

SAINT-SIÈGE :

Lettre de François Charles-Roux, ambassadeur de France près le Saint-Siège (1 p.).

25 juillet 1934

YUGOSLAVIE :

Lettre d'Émile Naggiar, ministre à Belgrade, de Massigli à Bargeton, directeur des Affaires politiques et commerciales; note sur un projet yougoslave de commande d'armes (3 p.).

2 mai 1933
8 mars 1934

SDN :

Lettres de Bargeton, directeur des Affaires politiques et commerciales, de Massigli (5 p.).

26 mai 1934
26 septembre 1936

DÉPUTÉS :

Lettre d'Édouard Soutier, député (1 p.).

18 septembre 1934

PARTICULIERS :

Lettre de Wladimir d'Ormesson avec copie de sa lettre à Winterton du 27 décembre 1938 (2 p.).

s.d.

DIVERS :

Lettre d'A. de Fleuriau (2 p.).

27 octobre 1935

DÉSARMEMENT :

Lettre de Louis Col (1 p.).

s.d.

SÉNAT :

Lettre de Georges Portmann, sénateur de la Gironde (1 p.).

26 juin 1934